

Unité départementale Le Havre  
48 Rue Denfert Rochereau  
76600 Le Havre

Le Havre, le 02/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DISTILLERIE HAUGUEL SA**

37 Rue de Saint Laurent  
Hameau de Gournay  
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20250605\_Distillerie\_Hauguel\_VI\_PPC\_IED  
Code AIOT : 0005800600

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement DISTILLERIE HAUGUEL SA implanté 37, route de Saint-Laurent Hameau de Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 28/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 05 juin 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTILLERIE HAUGUEL SA
- 37, route de Saint-Laurent Hameau de Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800600

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Distillerie HAUGUEL est spécialisée dans le négoce, le mélange, le recyclage, la distillation et le conditionnement de solvants et d'alcools. Elle est implantée à Gonfreville-l'Orcher et emploie 22 personnes pour une activité globale de 15 000 tonnes par an.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, à l'issue de la visite d'inspection du 15 novembre 2024, une demande de bénéfice des droits acquis pour la rubrique ICPE 4130-2b (toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation), pour une quantité stockée de Butylglycol inférieure à 10 tonnes. L'inspection a vérifié le jour de la visite le stock présent sur site : 3 containers de 1000 litres chacun, soit une quantité inférieure à 10 tonnes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 06/03/2023, article Annexe 2 et rapport de la visite d'inspection du 15/11/2024	Demande d'action corrective	21 jours
2	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 4.3.8	Demande d'action corrective	1 mois
8	Bruit	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3-1-IV-2 et article 5 de l'AM du 23 janvier 1997	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 4.3.6 et 9.2.2.1	Sans objet
6	Système de Management Environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-1	Sans objet
7	Procédures de gestion des flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux demandes issues de la visite d'inspection du 15 novembre 2024 sont restées sans réponse et font l'objet, à la suite de cette visite d'inspection, d'un rappel : un bilan de conformité aux arrêtés ministériels liquides inflammables du 03 octobre 2010 et 24 septembre 2020 ainsi que le rapport complété d'audit de gestion optimisée des flux d'eau sont attendus.

Les constats réalisés le 05 juin 2025 appellent les demandes suivantes :

- transmettre un document de porter-à-connaissance avec tous les éléments disponibles sur la pose du nouveau piézomètre PZ1, et ceux disponibles pour PZ2 et PZ3 restés inchangés ;
- faire figurer mensuellement dans la télédéclaration de suivi des eaux de refroidissement la température moyenne mensuelle de rejet des eaux de refroidissement, et non la valeur maximale de 25°C (demande identique pour la température des eaux de distillation) ;
- faire les vérifications nécessaires pour garantir la justesse de la méthode interne d'analyse de la DCO par comparaison avec des mesures externes assurées par un laboratoire ;
- respecter, pour les eaux issues de la distillation, les teneurs maximales prescrites par l'arrêté préfectoral ou formuler une demande d'ajustement de l'arrêté préfectoral avec les teneurs maximales de la convention de rejet ;
- faire réaliser par une personne ou un organisme qualifié une mesure des niveaux d'émissions sonores de l'établissement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/03/2023, article Annexe 2 et rapport de la visite d'inspection du 15/11/2024
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des rubriques et points de constats de la précédente inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Annexe II rubriques ICPE ( annexe confidentielle) Demandes du service de l'inspection dans le rapport de la visite d'inspection du 15 novembre 2024
<b>Constats :</b>

L'exploitant, interrogé par l'inspection des installations classées, a déclaré qu'il n'y avait pas eu d'évolution dans les rubriques de son annexe II de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 mars 2023. Il a rappelé avoir demandé, par courrier du 18 novembre 2024, à bénéficier des droits acquis pour la rubrique 4130-2b, suite à une évolution du classement du produit butylglycol, désormais classifié toxique par inhalation H331 depuis le 23 novembre 2023. L'instruction de cette demande était en cours le jour de la visite.

L'exploitant a informé l'inspection que le bâtiment I n'avait pas encore été mis en service. Un test en présence de l'assureur du site a été réalisé : un essai feu dans la future cellule de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles du bâtiment a conduit à une détection par le matériel de détection (3 technologies différentes implantées) et une extinction en eau. L'essai de l'extinction en mousse n'a pas été demandé par l'assureur. Une vérification de la bonne injection de l'émulseur dans le circuit d'extinction de la cellule a été menée au niveau du groupe motopompe incendie du site. Le site est en attente de la venue du service d'incendie et de secours, pour lui présenter les équipements de lutte contre l'incendie du bâtiment, dans le contexte du régime de non autonomie au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

L'inspection des installations classées a repris les points de constats de la précédente visite d'inspection restés sans réponse. Il était demandé à l'exploitant de transmettre un rapport complet d'audit de gestion optimisée des flux d'eau, avec les éléments de réponses aux demandes de l'inspection des installations classées. Le jour de la visite d'inspection, cette transmission n'avait pas été faite. L'exploitant a produit un rapport d'étude technique détaillée, datée du 14 mars 2025, de différentes possibilités pour substituer tout ou partie de la consommation d'eau de la rivière pour assurer le refroidissement de ses installations. L'exploitant s'est engagé à répondre avant le 15 juillet 2025.

Concernant les bilans de conformité à la réglementation des liquides inflammables en récipients mobiles et en stockages aériens, non transmis suite à l'inspection du 15 novembre 2024, l'exploitant a proposé de fournir ces bilans pour le 15 juillet 2025.

Le point de constat n° 8 était relatif à la transmission d'éléments topographiques à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM). Par un message électronique daté du 10 juin 2025, l'exploitant a renouvelé l'envoi de ces éléments à la DDTM : le point de constat est soldé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre, pour le 15 juillet 2025, le bilan de conformité aux arrêtés ministériels pour le stockage de liquides inflammables en récipients mobiles et en réservoir aérien.

L'inspection demande également à l'exploitant de lui transmettre le rapport complet d'audit de gestion optimisée des flux d'eau sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 21 jours

#### **N° 2 : Eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/03/2023, article 16

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

#### Article 16 : Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants:

Ptde mesure	N ° B S S d e l ' o u v r a g e	Localisationpar rapport au site (amont ou aval)	Aquifèrecapté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeurde l'ouvrage
PZ1	00747X0090/HY	Amont	A l b i e n - néocomien captif (FRHG218)	4m
PZ2	00747X0090/HY	Aval	A l b i e n - néocomien captif (FRHG218)	6m
PZ3	00747X0090/HY	Aval	A l b i e n - néocomien captif (FRHG218)	4m

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes:

Tableau de l'article 16 de l'AP Complémentaire du 06 mars 2023.

Cette surveillance sera effectuée sur une base quadriennale. Suite à cette surveillance et en fonction des résultats l'exploitant proposera au service d'inspection une fréquence au minimum une fois tous les cinq ans.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

#### Constats :

Lors de la construction de l'extension du bâtiment A, le piézomètre PZ1 installé en amont hydraulique a été supprimé car positionné sur le périmètre de cette extension. Un nouveau piézomètre a été mis en service en janvier 2025, à quelques mètres du précédent, après l'intervention d'un prestataire spécialisé. L'existence de ce nouveau piézomètre a été vérifiée lors de la partie terrain de la visite d'inspection.

La première campagne de surveillance quadriennale a été opérée le 04 février avec un prélèvement sur les trois piézomètres du site assuré par un laboratoire extérieur. Le rapport de ce prestataire conclut à la présence sur le piézomètre amont PZ1 de traces d'hydrocarbures aliphatiques et aromatiques polycycliques qui pourraient être imputables aux travaux récents de pose du piézomètre. Le suivi semestriel permettra de confirmer cette hypothèse. En aval, sur PZ2 et PZ3, des traces de naphthalènes ont été détectées. Là-aussi, le suivi semestriel qui se met en place apportera des éléments d'interprétation des résultats de cette première campagne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre un document de porter-à-connaissance avec tous les éléments disponibles sur la pose du nouveau piézomètre PZ1, et ceux disponibles pour PZ2 et PZ3 restés inchangés. La nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) comporte une rubrique 1.1.1.0 dont relève tout sondage ou forage. Cette rubrique ne figure pas dans la liste des rubriques ICPE déclarées de l'exploitant et elle doit par conséquent être ajoutée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission des résultats

**Prescription contrôlée :**

[...] II. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.  
[...]

**Constats :**

Depuis la dernière visite d'inspection, l'exploitant a finalisé sa déclaration des résultats des campagnes d'analyses des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) réalisées sur ses rejets aqueux en avril, mai et juin 2024 et ce par voie électronique. Ces campagnes ont révélé la présence d'un PFAS spécifique, le PFOS (acide perfluorooctanesulfonique), à des teneurs inférieures à 1 µg/L dans les rejets d'eau pluviale du site. Ce PFAS spécifique est le seul, le jour de la visite d'inspection, à faire l'objet d'une valeur limite de rejet fixée par l'arrêté ministériel du 02 février 1998 (fixée à 25 µg/L).

L'inventaire réalisé par l'exploitant n'a pas identifié de produit ou déchet reçu sur le site contenant des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), hormis certains émulseurs utilisés sur le site. Les traces de PFOS (acide perfluorooctanesulfonique) dans les eaux pluviales seraient liées à l'utilisation sur site d'émulseur lors des exercices incendie menés régulièrement depuis de nombreuses années.

L'exploitant a regroupé ses stocks d'émulseurs avec PFAS, qui ne seront plus conformes avec la réglementation applicable en 2026, et est en attente d'une disponibilité d'une installation de traitement de déchets industriels dangereux pour évacuer et faire détruire les 2.3 m<sup>3</sup> d'émulseurs non conformes.

Sur site, l'exploitant dispose, le jour de l'inspection, de deux références d'émulseurs utilisables : l'un sans fluor, selon les données du fabricant, pour une utilisation dans le local de la distillation et l'autre, contenant des PFAS, partout ailleurs. Cet émulseur fluoré sera conforme avec la réglementation applicable en 2026 aux émulseurs fluorés : l'exploitant a transmis à l'inspection un échange de courriels avec son fournisseur qui atteste de l'utilisation possible en 2026 des lots

datant de 2019 et 2021.

Les eaux contenant de l'émulseur fluoré obtenues après un exercice, un déclenchement intempestif ou une situation accidentelle doivent être impérativement confinées sur site et envoyées vers une filière appropriée de traitement de déchets industriels. Le rejet vers la STEP de la Métropole Le Havre Seine ou la rivière n'est pas possible. L'inspection des installations classées invite l'exploitant à mener une réflexion sur la possibilité de remplacer son émulseur fluoré par un émulseur non fluoré, d'efficacité équivalente.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Eaux de refroidissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 4.3.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des eaux de refroidissement

**Prescription contrôlée :**

Article 4.3.8. : Eaux du circuit de refroidissement

Le circuit de refroidissement de l'installation de distillation en circuit ouvert est autorisé.

Le rejet des eaux de refroidissement dans le milieu récepteur doit respecter les caractéristiques suivantes :

une température de rejet maximale des eaux de refroidissement de 25 °C,

les valeurs limites d'émission en concentration définies à l'article 4.3.7 du présent arrêté,

une élévation maximale de température du milieu récepteur de 3° C entre l'amont et l'aval du point de rejet,

ne pas induire une température supérieure à 28 °C à l'aval du point de rejet des eaux de refroidissement.

Le circuit d'eaux de refroidissement doit être équipé de deux détecteurs de pression basse indépendants dont le seuil permet de garantir une pression du circuit d'eaux de refroidissement supérieure en tout point du circuit à la pression du(des) circuit(s) à refroidir (colonne de distillation, bouilleur...). Les deux détecteurs de pression basse doivent être asservis à la fermeture de la vanne d'alimentation de vapeur du bouilleur.

Le point de rejet des eaux de refroidissement doit être équipé d'un instrument de mesure de la température. La température doit être mesurée en continu et enregistrée. Les enregistrements de température doivent être conservés au moins trois ans et doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le rejet des eaux de refroidissement doit être stoppé en cas de dépassement des seuils maximum définis dans le présent article après mise en sécurité de l'installation de distillation.

**Constats :**

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau de la rivière Saint-Laurent pour refroidir son procédé de distillation des déchets d'alcools, à travers des échangeurs de chaleur, dans une limite de 326 000 m<sup>3</sup> annuels. Il n'y a pas de contact entre l'eau de la rivière et les effluents de l'exploitant. Après circulation dans les échangeurs, l'eau est rejetée dans la rivière quelques mètres après son point



de prélèvement.

L'exploitant dispose d'une sonde de mesure en continu de la température des eaux de la rivière après utilisation et avant rejet dans la rivière ; sa présence a été vérifiée sur le terrain. Le rejet est équipé également d'une mesure de débit en continu. L'exploitant assure mensuellement un contrôle en interne des teneurs en MES (matières en suspension), DCO (demande chimique en oxygène), pH et couleur. Ce suivi est télédéclaré mensuellement sur l'application GIDAF. Le débit moyen mensuel par jour ouvré est déclaré mais pas la température moyenne mensuelle.

L'inspection des installations classées a vérifié la présence des deux détecteurs de pression basse sur le circuit de refroidissement. Ces dispositifs ont été testés avant succès le 06 janvier 2025 d'après le rapport de test transmis par l'exploitant après la visite. Un seuil bas de pression entraîne une alarme sonore, la fermeture de l'alimentation vapeur, l'arrêt du brûleur de la chaudière et la fermeture de l'électrovanne d'alimentation en gaz naturel. Aucun test n'a été réalisé le jour de la visite d'inspection. L'exploitant a mis en service en 2024 un pilotage de ses deux pompes de refroidissement en fonction de la température en tête des colonnes de distillation : il ne fonctionne plus systématiquement avec deux pompes en service et cela a permis, depuis le début de l'année 2025, de faire baisser le volume prélevé d'environ 13%. En lien avec l'autorisation de prélèvement d'eau de la rivière Saint-Laurent, l'exploitant réalise chaque année un bilan hydrobiologique du cours d'eau (article 9.3.5 de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2009) en deux points situés en amont et en aval de la Distillerie Hauguel. Le bilan 2024 a été réalisé à partir d'une campagne d'échantillonnage effectuée le 28 octobre 2024 sur site. La qualité du cours d'eau a baissé en 2023 et en 2024, en lien avec une charge organique importante observée en amont, selon la conclusion du bilan. La qualité hydrobiologique du cours d'eau en aval est équivalente à celle de l'amont depuis l'année 2010 (à l'exception de l'année 2021).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire figurer mensuellement dans sa télédéclaration de suivi des eaux de refroidissement la température moyenne mensuelle de rejet des eaux de refroidissement, et non la valeur maximale de 25°C.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Eaux résiduelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 4.3.6 et 9.2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des eaux résiduelles

**Prescription contrôlée :**

Article 4.3.6 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles de l'activité de régénération et de lavage des sols

Le rejet doit être effectué par pompage. La pompe doit être étalonnée (débit connu) et être équipée d'un dispositif de mesure du temps de fonctionnement.

L'exploitant transmet mensuellement au service gestionnaire de la station d'épuration communale les volumes rejetés des eaux résiduelles de l'activité de régénération, de lavage des sols et des eaux domestiques.

Le débit maximal de rejet des eaux de distillation et de lavage des sols doit être inférieur à 15 m<sup>3</sup>/j (rejet par bâchées).

Les eaux de distillation doivent être dirigées :

soit vers la station d'épuration collective dans la mesure où les analyses indiquent un respect des valeurs limites d'émission fixées par le présent article, l'inexistence des polluants interdits par la convention entre la Distillerie HAUGUEL et le service gestionnaire de la station d'épuration collective et l'inexistence des éléments cités à l'article 4.3.5 du présent arrêté.

soit vers une filière de traitement des déchets conforme à l'article 5.1.4 du présent arrêté dans la mesure où les points cités à l'alinéa précédent ne sont pas respectés.

Les effluents doivent respecter le rapport DCO/DBO5 inférieur à 3.

Valeurs limites d'émission du rejet n°1 vers le milieu récepteur (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.3)

*Tableau des valeurs maximales en concentration et en flux*

Article 9.2.2.1. : Autosurveillance des eaux de distillation et de lavage des sols

A chaque rejet discontinu (par bâchée) des eaux de distillation de l'activité de régénération et des eaux de lavage des sols l'exploitant doit consigner dans un registre :

- la date du rejet,
- le volume rejeté,
- dans le cas des alcools, les résultats d'analyses du pH, de la température, des MES, de la DCO à chaque rejet,
- dans le cas des solvants, les résultats d'analyses du pH, de la température, des hydrocarbures totaux, du phénol, des MES, de la DCO à chaque rejet,
- les résultats d'analyses une fois tous les trimestres des paramètres suivants : rapport DCO/DBO5, azote total, phosphore total, sels dissous, sulfures, CN-, métaux mentionnés à l'article 4.3.6 du présent arrêté ; dans la mesure du possible, chaque prélèvement destiné à ces analyses doit être issu de déchets liquides à régénérer d'origines (producteur) ou de nature différentes.

Les valeurs limites s'imposent à cet échantillon sur effluents bruts non décantés et non filtrés, avant toute dilution et ne doivent pas dépasser les valeurs fixées à l'article 4.3.6 du présent arrêté. Les mesures et analyses doivent être réalisées à partir de méthodes de référence fixées à l'article 4.3.6 du présent arrêté.

#### **Constats :**

Les eaux issues de la distillation des déchets d'alcools sont appelées culots de distillation. Elles sont destinées, selon la nature du déchet distillé :

- à un rejet vers la STEP de la communauté urbaine du Havre Seine Métropole (station de traitement des eaux polluées)
- à l'incinération dans une installation de traitement de déchets industriels dangereux,
- à un traitement en voie aqueuse dans une installation de traitement de déchets industriels dangereux,
- à la méthanisation.

Pour le rejet vers la STEP (point de rejet n° 1), l'exploitant constitue des lots de 20 à 30 m<sup>3</sup>, qu'il

analyse en interne avant rejet. Il dispose de plusieurs cuves pour la constitution de ces lots. Le rejet se fait par écoulement gravitaire avec une mesure continue de débit. L'exploitant dispose d'une convention de rejet avec la communauté urbaine datée du 21 octobre 2022 ; il réalise dans ce cadre un suivi continu de certains paramètres supplémentaires à ceux définis dans son arrêté préfectoral.

Le contrôle inopiné réalisé entre le 25 et le 26 septembre 2024 montre un dépassement en azote et une valeur en sulfures supérieure au seuil de détection. La teneur en azote est conforme avec la teneur de la convention de rejet : l'inspection des installations classées a proposé à l'exploitant de formuler une demande auprès de l'inspection pour la mise en cohérence des seuils de rejet de sa convention avec son arrêté préfectoral. Concernant l'analyse des sulfures, le dossier de demande d'autorisation daté de décembre 2007 comprend une convention de rejet du 28 juillet 1999 qui imposait une teneur en sulfures inférieure à la limite de détection. La convention en vigueur le jour de l'inspection ne comporte plus cette prescription. La demande de suppression de l'analyse des sulfures pourrait figurer dans la demande de mise en cohérence de l'arrêté préfectoral avec la convention de rejet.

Le contrôle inopiné réalisé entre le 16 et le 17 avril 2025 montre des dépassements en fluorures et en sulfures pour les valeurs issues du laboratoire de l'autosurveillance, et en DCO pour les deux laboratoires (alors que la mesure faite en interne par l'exploitant est conforme). L'exploitant a transmis, après la visite, une copie de ses échanges avec le laboratoire chargé du suivi de son autosurveillance : des explications sont attendues pour la teneur en fluorures car il y a un écart très important entre les deux laboratoires (0.14 mg/L pour l'un et 190 mg/L pour l'autre). Au sujet de la DCO, l'inspection demande à l'exploitant de faire les vérifications nécessaires pour s'assurer de la justesse de sa méthode interne d'analyse par comparaison avec des mesures externes.

Dans sa télédéclaration mensuelle GIDAF, l'exploitant ne fait pas figurer la température moyenne de rejet des eaux résiduaires, mais la valeur de la température maximale. L'inspection a demandé à l'exploitant de reporter la température moyenne mesurée.

Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant et l'inspection des installations classées se sont interrogés sur la mesure des sels dissous et son unité de mesure : le tableau de l'article 4.3.6 impose une teneur maximale de 10 000 mg/L, cohérente avec le contenu du dossier d'autorisation de 2007 de l'exploitant et la convention de rejet de l'époque. L'exploitant reporte dans GIDAF une valeur en  $\mu\text{S}/\text{cm}$  obtenue par la norme NFT 90 111 (imposée par l'arrêté préfectoral. Cette norme développe une méthode d'analyse approchée de la salinité, par assimilation avec la mesure de conductivité, lorsque la conductivité est inférieure à 100  $\mu\text{S}/\text{cm}$  : l'échantillon de l'exploitant doit être dilué avant mesure. La conductivité en  $\mu\text{S}/\text{cm}$  est assimilable à la teneur en sels dissous.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire les vérifications nécessaires pour garantir la justesse de sa méthode interne d'analyse de la DCO par comparaison avec des mesures externes assurées par un laboratoire.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de respecter pour ses eaux issues de la distillation les teneurs maximales prescrites par son arrêté préfectoral ou de formuler une demande pour un ajustement de son arrêté préfectoral avec les teneurs maximales de sa convention de rejet.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire figurer mensuellement dans sa télédéclaration de suivi des eaux de distillation la température moyenne mensuelle de rejet de

ces eaux, et non la valeur maximale de 30°C.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Système de Management Environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Revue du SME et inventaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe 2 : Meilleures techniques relatives au management environnemental et à la surveillance applicables aux installations de traitement de déchets</p> <p>I. - Système de management environnemental</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : [...]</p> <p>6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ; [...]</p> <p>11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un système de management environnemental (SME) depuis plusieurs années. Ce SME est certifié par un organisme extérieur dans le cadre d'une certification ISO 14001 ; le certificat transmis par l'exploitant après la visite est daté du 01 mars 2023 et délivré pour trois ans. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a consulté le compte rendu de la dernière revue de direction du 11 février 2025. L'exploitant a mis en place deux revues de direction par an.</p> <p>Lors de la visite, par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié que l'exploitant dispose d'un inventaire détaillé de ses flux pour l'eau du circuit de refroidissement et les eaux résiduaires envoyées vers la STEP du Havre Seine Métropole. L'exploitant élabore chaque année un inventaire de ses émissions de composés organiques volatiles (COV) sur la base de la loi d'Antoine (article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2009). Le bilan 2024 transmis après la visite fait état d'une perte annuelle de COV par évaporation et remplissage des capacités de stockage de 3359 kilogrammes.</p> <p>Les constats associés à la revue du SME et l'inventaire des flux d'effluents n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Procédures de gestion des flux de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation et acceptation préalable des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe 2-II Flux de déchets</p> <p>L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :</p> <p>Caractérisation et acceptation préalable des déchets : Il s'agit de procédures visant à collecter</p>

des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.[...]

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une procédure de caractérisation et d'acceptation préalable des déchets intitulée "Acceptation et réception des alcools résiduels", mise à jour le 16 juin 2025. Il dispose d'une fiche d'identification préalable à l'admission de déchet (FID) en vue de l'établissement d'un certificat d'acceptation préalable (CAP). Cette fiche est datée du 26 juillet 2012 : l'inspection des installations classées invite l'exploitant à une réflexion sur l'opportunité d'une mise à jour de sa FID. Cette FID est transmise au client suite à une demande de prise en charge de déchet. L'exploitant a transmis une de ses dernières FID datée du 06 juin 2024 et complétée correctement par un client issu de l'industrie chimique régionale.

L'exploitant dispose d'un formulaire de certificat d'acceptation préalable daté du 17 septembre 2018. Il a transmis le CAP 32/2024 établi à la suite de la FID du 06 juin 2024, qui a été signé le 04 novembre 2024 par le représentant du client.

La prescription inspectée est respectée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3-1-IV-2 et article 5 de l'AM du 23 janvier 1997

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure des émissions sonore

**Prescription contrôlée :**

2. L'exploitant d'une installation pouvant impacter ou ayant impacté des zones sensibles établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit et des vibrations comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances ;
- un protocole de mise en œuvre de la surveillance des émissions sonores et des vibrations ;
- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux épisodes de bruit et de vibrations signalés (par exemple, dans le cadre de plaintes) ;
- un programme de réduction des émissions sonores et des vibrations visant à en déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.

Article 5 arrêté ministériel du 23 janvier 1997 :

La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté.

L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission

sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

**Constats :**

L'exploitant a transmis avant la visite son dernier rapport de mesures acoustiques. Ce rapport a été élaboré par l'exploitant lui-même après des relevés de niveaux sonores effectués le 09 avril 2021 au moyen d'un sonomètre propriété de l'exploitant. L'exploitant dispose d'un calibrateur de sonomètre.

L'exploitant a réalisé des mesures en quatre points du site en considérant un point au nord-ouest du site comme point de référence. Il n'a pas recensé de plainte bruit dans les 12 derniers mois.

Le rapport fourni par l'exploitant est incomplet :

- pas de mesure d'émergence dans les zones à émergence réglementée (habitations à quelques mètres du site côté sud),
- pas de précision sur une tonalité marquée,
- les conditions météorologiques du jour de la mesure ne sont pas précisées,
- pas d'évaluation des émissions sonores au nord-est du site.

Une mesure des émissions sonores aurait dû être réalisée avant le 09 avril 2024 pour respecter la fréquence prescrite à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2009.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire réaliser par une personne ou un organisme qualifié une mesure des niveaux d'émissions sonores de son établissement , conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Cette mesure est effectuée au minimum en quatre points situés en limite de clôture du site et elle comprend un contrôle de l'émergence effectué aux emplacements les plus représentatifs des zones à émergence réglementée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois